

Cinéma, théâtre, musique...Comment l'extrême droite mène l'offensive sur le monde de la culture



Le 9 mars à Paris, des membres du groupuscule d'ultra-droite Les Natifs contestent le choix de la chanteuse Aya Nakamura pour participer à la cérémonie d'ouverture des JO 2024. X@LNatifs

Sous la pression des hémicycles politiques et des réseaux sociaux, une fièvre réactionnaire s'abat sur le cinéma, le théâtre, la musique... Plongée dans un monde de censures et d'intimidations devenues tristement ordinaires.

Par [Julien Martin](#)

Publié le 22 mars 2024 à 7h30, mis à jour le 22 mars 2024 à 10h02

Tous les réalisateurs le diront : il n'est jamais facile de trouver le sommeil la veille de la sortie de son film. Plus encore lorsqu'il s'agit du premier. Ce 15 novembre, minuit a déjà sonné et, dans son lit, Mehdi Fikri « scrolle » frénétiquement les réseaux sociaux sur son téléphone, avant de jeter un coup d'œil à l'incontournable Allociné. Surprise : sur la page de son premier long-métrage, [« Avant que les flammes ne s'éteignent »](#), les notes affluent déjà, les avis aussi. Et le moins que l'on puisse dire, c'est qu'ils sont loin d'être élogieux. C'est même un torrent de boue qui se déverse. Les quelques projections en avant-première ne sauraient justifier un si grand nombre de réactions.

Autre chose se trame, pas vraiment prévu au scénario. [La « fachosphère » s'est emparée du film](#) et compte bien ôter l'envie à chaque spectateur d'acheter un ticket pour voir Camélia Jordana camper une sœur courage décidée à venger son frère, mort entre les mains de la police.

Ce n'est pas le premier film victime d'un « raid » sur Internet. Mais le phénomène s'accélère. Chaque fois, les mêmes thématiques sont visées : l'immigration, les violences policières, la « théorie du genre »... Laissant peu de doutes sur l'origine des attaques. *« L'extrême droite attaque la culture »*, pointait la Société des Réalisatrices et Réalisateurs de films (SRF) dans un communiqué, une semaine plus tard : *« D'autres films, dont "Amin" de Philippe Faucon en 2016, "Rodéo" de Lola Quivoron ou "les Engagés" d'Emilie Frèche en 2022, ont déjà fait les frais de telles charges assorties de commentaires haineux. Force est de constater que nous assistons à une offensive résolue, massive et coordonnée de cette mouvance sur le terrain culturel. »*

Depuis quelques mois, c'est la mobilisation à tous les étages du cinéma français. A la rentrée, la SRF avait déjà mis discrètement en place une « cellule de riposte », animée notamment par les réalisateurs Christophe Cognet et Sylvain Desclous, et chargée de surveiller, d'alerter, de prévenir. Le 22 août, la Boucle documentaire, collectif d'une quinzaine d'associations professionnelles, tenait ses états généraux sur l'ingérence politique dans la liberté de création. Un thème qui sera également débattu ce 26 mars au Centre Pompidou, à l'occasion du festival international Cinéma du Réel.

« C'est vraiment un sujet d'inquiétude dans le milieu culturel »

Art populaire par excellence, le cinéma est particulièrement pris pour cible, mais tous les domaines de la culture sont concernés. Ce n'est pas [Aya Nakamura](#) qui dira le contraire. Depuis une quinzaine de jours, la [star franco-malienne est clouée au pilori](#) par une France rance, dénigrée sur les réseaux sociaux par des gopuscules d'ultra-droite, sifflée lors d'un meeting de Reconquête... Son tort ? Etre pressentie pour chanter Edith Piaf lors de la cérémonie d'ouverture des [JO de Paris 2024](#).



La chanteuse Aya Nakamura (ici, en 2022 aux NRJ Music Awards) est dans la ligne de mire depuis l'annonce de sa participation à l'ouverture des Jeux olympiques. SYSPEO/SIPA

Comme un comble, l'extrême droite applique ainsi à la lettre la leçon d'Antonio Gramsci, ce théoricien communiste italien pour qui toute conquête politique est précédée d'une victoire culturelle. Face à un monde qu'elle se borne à imaginer dominé par la gauche et les thèses « wokistes », terme répété à l'envi jusqu'à être vidé de sens, l'extrême droite combat chaque œuvre

contraire à son idéologie conservatrice. Et pour Christophe Cognet de la SRF, « elle est en passe de remporter cette bataille culturelle ».

Un de ses confrères, qui requiert l'anonymat « par peur des représailles sur [s]a famille et [s]on travail », abonde : « C'est vraiment un sujet d'inquiétude fondamental dans le milieu culturel français. J'ai l'impression qu'elle a gagné et qu'on a perdu. Elle tient le haut du pavé, elle a des relais puissants. »

Cette entreprise, le Rassemblement national s'y attelle depuis longtemps. Déjà tout à sa stratégie de dédramatisation, Marine Le Pen a commencé à draguer ouvertement les artistes lors des élections régionales de 2015. « Je tenais à m'adresser directement à vous pour vous dire combien vous comptez à mes yeux », leur écrivait-elle en préambule d'une longue lettre. Une danse du ventre poursuivie depuis.

Malgré une quasi-absence de la thématique dans ses programmes, elle continue son entrisme par l'intermédiaire de [Sébastien Chenu](#). Chargé de la diversité culturelle à l'UMP du temps de Nicolas Sarkozy, le désormais vice-président du RN lui organise des rencontres secrètes. Fin 2021, elle a déjeuné avec Jean-Jacques Aillagon, l'ex-ministre de la Culture, qui se souvient d'« une femme chaleureuse, déterminée, attentive et surtout capable d'entendre des points de vue opposés aux siens ».

Peu soupçonné d'accointances idéologiques, il observe néanmoins qu'« on n'assiste plus aux actes d'hostilité frontale des années 1990 ». Sa lointaine successeuse, Rima Abdul Malak, prévient aussi : « Attention, comme il le fait sur l'antisémitisme, le Rassemblement national envoie au monde de la culture des signaux qui contreviennent avec l'histoire du Front national. »

Zemmour, plus décomplexé que Marine Le Pen

Au FN, en effet, tout le monde n'était pas sur la ligne de « la fille du diable ». Lors de ces mêmes élections régionales de 2015, sa nièce Marion Maréchal déplorait que nos « impôts servent à financer les délires d'esprits manifestement dérangés », en faisant allusion à l'art contemporain, que le sénateur des Bouches-du-Rhône Stéphane Ravier qualifiait d'« art dégénéré ». Eux n'ont pas changé de discours aujourd'hui, mais sont partis le porter chez Reconquête, auprès d'un Eric Zemmour bien plus décomplexé que Marine Le Pen.>>>



Eric Zemmour et ses soutiens (Stéphane Ravier, Nicolas Bay, Guillaume Peltier, Marion Maréchal, Sarah Knafo, Philippe de Villiers...) entonnant « la Marseillaise » à la fin d'un meeting, en mars 2022. Agnès Dherbeys/MYOP L'ancien journaliste ne se cache pas derrière une posture ou des subtilités de langage pour exprimer sa pensée rétrograde. « Le rôle de la culture a été galvaudé au profit de la promotion d'une idéologie dominante et au détriment de la transmission et de la valorisation de notre histoire, de notre littérature, de notre langue et de nos joyaux architecturaux », assène-t-il dans son programme présidentiel. Le 22 janvier dernier, il s'épanchait encore sur X (ex-Twitter) :

« Je veux supprimer le ministère de la Culture [...] devenu le ministère de l'endoctrinement woke. Il faut le remplacer par un ministère du patrimoine et des beaux-arts. »

Voilà pour les discours publics. Mais il y a les paroles et il y a les actes. Dans les faits, les différences sont bien plus ténues entre les deux principales formations d'extrême droite ; et les outrances, plus que partagées. Il suffit pour s'en convaincre de scruter les interventions de la cohorte de députés RN à l'Assemblée nationale.

Comme Eric Zemmour dans son programme, Julien Odoul somme le ministère de la Culture de « lutter contre une pandémie ravageuse venue des Etats-Unis, le wokisme, cette idéologie de la déconstruction qui contamine malheureusement jusque sur les bancs de l'Hémicycle » (12 juillet 2022). Comme Eric Zemmour dans son programme, Alexandre Loubet veut

conditionner les aides du CNC (Centre national du Cinéma et de l'Image animée) « à la création de contenus audiovisuels participant au rayonnement de la France, notamment par la promotion de notre histoire » (19 octobre 2022).

Mais c'est dans les régions que les masques tombent définitivement. Avec le CNC, celles-ci sont les principaux pourvoyeurs de financements publics dans le domaine culturel. Le plus souvent à l'abri des micros et des caméras des médias nationaux, élus RN et Reconquête tempêtent d'une même voix au sein des exécutifs locaux contre tous les films, pièces, concerts, lectures et autres festivals qui n'ont pas l'heur d'entrer dans leur grille de valeurs. Aucune région n'est dirigée par l'extrême droite, mais les menaces affluent souvent à l'adresse des majorités de gauche comme de droite : « Vous verrez quand on sera au pouvoir... »

En novembre dernier, c'est Fabienne Meurice, conseillère régionale écologiste d'Ile-de-France, qui sonne le tocsin dans la messagerie interne des Verts : « Ce petit mot pour vous alerter sur ce qui se passe en commission Culture avec le RN représenté par Marie-Caroline Le Pen (la sœur). » Dans son compte rendu détaillé, elle souligne « des critiques très appuyées sur l'art contemporain », « sur le spectacle vivant », « une volonté de contrôler jusqu'aux clubs de lecture dans les lycées », ainsi que le refus de financer des films qui « traitent les sexualités autres que l'hétérosexualité ».

Une obsession partagée en commission permanente par Wallerand de Saint-Just, l'un des dirigeants historiques du parti frontiste, qui multiplie les amendements de censure. Le 5 juillet 2023, il cible « le film "Emilia Perez" de Jacques Audiard qui semble présenter le transgenrisme comme une sorte de rédemption ». Le 17 novembre, c'est au tour du « film "la Belle de Gaza", qui raconte le voyage d'une femme à Tel-Aviv pour changer de sexe », de subir ses foudres : « Faire de ce sujet le cœur de toutes les créations relève d'une volonté prosélyte wokiste. »

« Un film à la gloire de la famille Traoré »

Face à eux, une drôle de coalition s'est constituée, une sorte de front républicain que l'on croyait aujourd'hui enterré. Opposition de gauche et majorité de droite votent de concert contre ces amendements. Valérie Pécresse et Florence Portelli, respectivement présidente et vice-présidente chargée de la Culture, « défendent la liberté de création, bataillent contre les tentatives de censure de l'extrême droite », explique Fabienne Meurice. *La digue est poreuse sur d'autres sujets comme le financement des écoles privées, mais elle tient sur la culture ».*

L'Ile-de-France n'est pas un cas isolé. Dans le Grand-Est, les élus RN ne lâchent pas deux proies, subventionnées par la région : le festival Le Cabaret vert, qui a programmé [Médine, rappeur controversé](#) mais jamais condamné, et le film « Avant que les flammes ne s'éteignent », inspiré de plusieurs affaires de violences policières.



Mehdi Fikri et Camélia Jordana à un festival à Rome, pour présenter « Avant que les flammes ne s'éteignent ». Barbara Amendola/IPA/SIPA

Après avoir échoué à faire adopter une motion « pour une plus grande vérification dans les subventions », le 16 novembre, Christelle Ritz s'est lâchée le lendemain dans l'hémicycle, accusant le conseil régional d'avoir « financé des concerts de Médine, qui prône le djihad et appelle à tuer des bébés » et « un film à la gloire de la famille Traoré, totalement à charge

contre nos forces de l'ordre ». Le président, Franck Leroy, proche d'Horizons, n'a pas manqué de la renvoyer dans les cordes :

« La police de la pensée, ça n'existe pas, ça n'est pas démocratique, ça n'est pas républicain. »

Mais il est des régions où la multiplication des tapages, tweets et prises à témoin de l'opinion commence à produire ses effets, entre des élus qui cèdent par peur pour leur réélection et des producteurs qui s'autocensurent par crainte pour leurs financements.

En Auvergne-Rhône-Alpes, le 14 décembre, le groupe Reconquête n'est pas parvenu à faire adopter son amendement réclamant de *« couper TOUT lien avec les dépenses communautaristes, wokistes et LGBT dans le domaine de la culture pour les réserver à tous les habitants via le patrimoine »*.

Pourtant, les divergences sont moins prononcées qu'ailleurs entre l'extrême droite et le président de région, Laurent Wauquiez, qui ne passe pas pour un modéré chez Les Républicains (LR). Coupes drastiques dans le budget de la culture, suppression brutale de subventions, financement d'un projet de musée dédié à la victoire gauloise de Gergovie... Sa politique est affublée d'un sobriquet ironique par la gauche locale : le « wauquisme ». Pour asseoir sa mainmise, il a aussi créé un fonds d'intervention culturelle (FIC) sans critères d'attribution. En 2023, la subvention la plus importante (600 000 euros) a été allouée à la rénovation de la statue de la basilique Saint-Joseph-de-Bon-Espoir.

Un autre imbroglio a eu lieu en Occitanie, région dirigée par la socialiste Carole Delga mais rongée par l'extrême droite. Fin 2020, la réalisatrice Sonia Kichah a demandé une aide pour un documentaire sur le maire (RN) de Beaucaire, Julien Sanchez. Alors qu'une subvention de 32 000 euros avait été votée en commission permanente le 23 juillet suivant, elle n'a finalement pas été versée. Carole Delga a pris peur que Julien Sanchez ne mette à exécution sa menace de déposer un nouveau recours en justice, elle qui avait déjà été condamnée en 2019 pour discrimination à son égard et avait alors dénoncé une *« stratégie d'instrumentalisation permanente de la justice »*.

Une issue dont le maire s'est félicité dans un communiqué, insultant au passage la chaîne qui avait prévu de diffuser le documentaire : *« La majorité municipale de Beaucaire emmerde France 3 Occitanie ! »*

Vincent Bolloré, le bras argenté

A la fin de l'année dernière, le tollé provoqué par l'extrême droite, cette fois en Paca, a entraîné une réaction plus prompte encore. Après un blocage de plusieurs mois de la filière documentaire pour cause de désaccords sur les films à soutenir, qui a abouti à la démission du conseiller culture du président Renaud Muselier (Renaissance), une nouvelle polémique est intervenue au lendemain de l'attaque du Hamas du 7 octobre. Un documentaire intitulé « Vacances en Palestine », qui raconte la fin des illusions d'un ancien militant politique palestinien émigré en France, s'est vu soudain refuser la subvention qui lui avait été promise.

Quelques heures avant l'annonce de la décision, un communiqué du groupe RN parlait de *« faute morale »* et demandait *« publiquement son retrait »*... Un haut fonctionnaire du ministère de la Culture se désole du spectacle qu'il suit de près dans les régions : *« Même un élu qui n'est pas extrémiste finit parfois par se comporter comme s'il l'était. Il y a quelque chose de bridant dans l'idéologie de l'extrême droite qui infuse dans les partis démocratiques. »*

Un film, en revanche, n'a pas vu sa subvention régionale critiquée par l'extrême droite : « Vaincre ou mourir », qui a bénéficié de 200 000 euros de la part des Pays de la Loire. Sorti début 2023, il raconte les guerres de Vendée en donnant le beau rôle aux royalistes catholiques.

Son principal financeur n'est autre que l'industriel ultra-conservateur Vincent Bolloré, le bras argenté de cette bataille culturelle, dont la toute-puissance inquiète. *« C'est un acteur de la charge et en même temps le patron de Canal+, qui finance l'écrasante majorité du cinéma français, donc c'est très dur pour les cinéastes de s'attaquer frontalement à lui »*, s'alarme un réalisateur. D'autant que l'une de ses plus féroces contemptrices, Rima Abdul Malak, a été évincée du gouvernement. Il ne doit pas non plus voir d'un mauvais œil l'arrivée de Rachida Dati, mise en majesté par tous ses médias.

A lire aussi



Enquête « Réac info » : pourquoi les médias Bolloré inquiètent

Le 4 février, elle s'exclamait en une du « JDD » : *« Le service public doit respecter toutes les opinions. »* Une marotte de l'extrême droite, convaincue que l'audiovisuel public est un repaire de gauchistes.

Partout où elle le peut, la droite ultra-réactionnaire mène l'offensive. Une triste partition est régulièrement jouée : dès qu'un artiste lui déplaît, une association intégriste type Civitas sonne la charge, avant que les partis politiques embrassent, pendant que les réseaux sociaux se déchaînent. Un triptyque qui a eu raison du chanteur LGBT Bilal Hassani, lequel a dû annuler son

concert le 5 avril 2023 dans une ancienne basilique de Metz (Moselle). La violence des oppositions avait fait grand bruit, mais les exemples plus confidentiels se multiplient.



Le chanteur Bilal Hassani (ici en 2019, lors des répétitions de l'Eurovision) est une des cibles de l'extrême droite, notamment de Civitas, qui l'a empêché de se produire dans une ancienne église, à Metz, en 2023. JACK GUEZ/AFP

A Carnac (Morbihan), le public venu pour la musicienne américaine Kali Malone, le 13 mai, s'est vu barrer l'entrée de l'église par plusieurs dizaines de militants de Civitas qui récitaient des « Notre Père ». Le diocèse avait pourtant donné son accord pour le concert de l'autrice de « The Sacrificial Code ».

A Nantes (Loire-Atlantique), l'association catholique extrémiste avait organisé, en mars dernier, des opérations de tractage et d'affichage aux abords de plusieurs écoles pour protester contre le spectacle « Fille ou garçon ? », destiné aux enfants.

Et le 6 avril au soir, alors que la représentation avait commencé, trois individus ont saboté le transformateur électrique du quartier avant de s'enfuir en courant. Une heure plus tard, un homme a été arrêté dans la rue : Wilfried Van Liempd, numéro deux du RN aux municipales nantaises, qui s'est rapproché de Reconquête depuis. Une enquête préliminaire pour « entrave à la liberté d'expression » a été ouverte.

« Racismes anti-français et anti-chrétien »

Les plaintes demeurent toutefois rares. Les artistes ciblés hésitent devant le coût et la complexité d'une procédure judiciaire. Les enquêtes, lorsqu'elles sont menées, ne manquent pourtant pas d'intérêt.

Avocat de la metteuse en scène et comédienne Rébecca Chaillon, qui a déposé plainte pour cyberharcèlement à la suite de son spectacle « Carte noire nommée désir », M^c Raphaël Kempf se souvient d'une affaire semblable : « C'était très frappant : la dizaine de prévenus dessinaient une cartographie de l'extrême droite ordinaire. Il y avait des gens de toutes les régions, de tous les milieux sociaux, mais tous montraient une marque d'intérêt pour Marine Le Pen ou Eric Zemmour. »

A lire aussi



Critique Attaquée par l'extrême droite à Avignon, Rebecca Chaillon reprend son spectacle. On a assisté à la première

En face, de puissantes associations intégristes se sont, elles, fait une spécialité d'attaquer en justice. Au premier rang desquelles l'Agrif, qui lutte contre « *les racismes anti-français et anti-chrétien* ». L'année dernière, six d'entre elles s'en prenaient au Palais de Tokyo, accusant un tableau de Miriam Cahn, représentant selon l'artiste « *la sexualité comme arme de guerre* », d'« *atteinte grave et illégale à l'intérêt supérieur de l'enfant* ». [Il sera aspergé de peinture par un ancien élu du RN.](#)



Au Palais de Tokyo, à Paris, la toile « *Fuck Abstraction !* », de Miriam Cahn, après qu'elle a été vandalisée. SANDRINE MARTY/Hans Lucas via AFP

« *L'argument de la protection de l'enfance est de plus en plus utilisé en France, comme par QAnon, le mouvement complotiste pro-Trump* », souligne Richard Malka, l'avocat du musée. Plus près de nous, la Première ministre italienne, Giorgia Meloni, entend également en finir avec l'« *hégémonie culturelle de la gauche* ». Les Etats-Unis et l'Italie, où l'extrême droite a mené la bataille culturelle avant de porter son candidat au pouvoir.